

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

### *Maître d'ouvrage*



SA ARRG

### *Objet du marché*

**Mission de Coordination de Sécurité et de Protection de Santé pour la  
MODERNISATION DU TERMINAL FRET DE L'AÉROPORT DE LA REUNION  
ROLAND GARROS**

**2024BAT030**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Marché à procédure adaptée passé en application de l'article R-2123 du code de la commande  
publique**

**CE DOCUMENT EST INSEPARABLE DU CONTRAT SIMPLIFIE RELATIF A CETTE OPERATION**

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

<u>CHAPITRE PREMIER - GENERALITES</u>	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 – UTILISATION DES RESULTAT DE L'ETUDE	6
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR DE SECURITE	7
ARTICLE 5 – CONTENU DE LA MISSION	8
ARTICLE 6 – AUTORITE ET MOYENS DU COORDONNATEUR DE SECURITE	10
ARTICLE 7 – OBLIGATION DU TITULAIRE – OBLIGATION DE SURETE	11
ARTICLE 8 QUALITE – EVALUATION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 9 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 10 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES -MEDIATION	16
ARTICLE 11 MODIFICATION D'UN MARCHÉ PUBLIC	16
<u>CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES</u>	17
ARTICLE 12 FORFAIT DE REMUNERATION	17
ARTICLE 13 – REVISION DES PRIX – SANS OBJET	17
ARTICLE 14 – REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	18
<u>CHAPITRE III – DELAIS ET PENALITES</u>	19
ARTICLE 15 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	19

ARTICLE 16 – PENALITES .....	19
ARTICLE 17 – ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	19
ARTICLE 18 – ARRET DE L’EXECUTION DE LA PRESTATION .....	19
<u>CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHE. CLAUSES DIVERSES</u> .....	19
ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE .....	19
ARTICLE 20 : DROIT, LANGUE, MONNAIE .....	20
ARTICLE 21 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES .....	20
ARTICLE 22 : OBLIGATION D’INFORMATION .....	23
ARTICLE 23 : CADRE JURIDIQUE .....	23
ARTICLE 24 : REGLEMENT DES LITIGES .....	23
25 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	23
ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG PI .....	27

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

## CHAPITRE PREMIER - GENERALITES

### ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (C.S.P.S.) conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application ; il indique au coordonnateur de sécurité l'autorité et les moyens nécessaires à l'exercice de sa mission pour l'opération: **«aux TRAVAUX POUR LA MODERNISATION DU TERMINAL FRET DE L'AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS»** .

#### 1.2 Titulaire du marché

Le titulaire désigné dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) sous le nom « le Coordonnateur de Sécurité » est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

#### 1.3 Présentation de l'opération

Le projet de modernisation du Terminal Fret s'inscrit dans le Schéma de composition générale (SCG) de l'Aéroport de la Réunion Roland Garros. Ce document réglementaire définit, aux horizons 2025, 2030 et 2040, la localisation et le dimensionnement des différentes infrastructures et installations autant aéronautiques (dont l'aérogare fret) qu'extra aéronautiques. Ces nouvelles infrastructures et installations s'inscrivent dans une logique d'optimisation et de préservation du foncier, de respect de l'Environnement tout en permettant un développement économique et une connexion au reste de l'île par les infrastructures terrestres adaptées. L'opération de modernisation est une opération d'importance capitale pour le territoire réunionnais. Au-delà de l'augmentation des capacités, le projet de modernisation vise à optimiser un patrimoine vieillissant et très énergivore. En effet, si le bâtiment s'avère de manière générale en bon état, quelques désordres techniques sont toutefois constatés et plus important, les équipements techniques s'avèrent vieillissant et pour certains arrivent même en fin de cycle de vie. C'est le cas notamment, des chambres froides utilisées pour la conservation des fruits et légumes, mais également pour le stockage des médicaments. Les opérations de maintenance deviennent aussi une charge technique et financière importante. Elles sont de moins en moins pertinentes et rendent nécessaires une opération d'envergure.

L'opération porte sur l'ensemble des travaux suivants :

- Réaliser une mise aux normes incendie,
- Rénover certaines installations frigorifiques,
- Réhabiliter la toiture (étanchéité)
- Installer des panneaux photovoltaïques dans un objectif d'autoconsommation
- Réaliser la refonte électrique (mise aux normes des installations secourues, 400 Hz avions, déploiement des bornes de recharge, etc, ...)
- Réaliser le relamping

***Voir en annexe du dossier le DCE MOE pour avoir une vision globale du projet et des travaux attendus.***

## Décomposition du marché de CSPS

L'objet du marché permet l'identification de prestations distinctes. La présente consultation est répartie en 2 missions comme suit :

Mission CSPS 1 (BATIMENTS)	Mission CSPS 2 (PHOTOVOLTAIQUE)
La mission CSPS 1 porte sur des travaux réglementaires dans le cadre de la modernisation du terminal FRET de sa conception au suivi de chantier (incluant les prémices photovoltaïques)	La mission CSPS 2 porte sur la construction d'une centrale photovoltaïque incluant l'exploitation/maintenance avec des objectifs de performance dans le cadre de la modernisation du terminal FRET de sa conception au suivi de chantier.

**Rappel : Voir en annexe du dossier le DCE MOE pour avoir une vision globale du projet et des travaux attendus.**

### 1.4 Planning prévisionnels des travaux

Le calendrier **prévisionnel** de l'opération est le suivant :

- Le choix du groupement de maîtrise d'œuvre et notification : juin 2024.
- Le choix du contrôleur technique et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) et notifications : juin 2024
- Les études d'ESQ : juillet 2024
- L'AVP : août 2024
- Le dépôt du permis de construire : septembre 2024
- PRO/DCE : octobre / novembre 2024
- Consultation des entreprises : novembre 2024
- **Durée prévisionnelle des travaux : 9 mois**
- La réception des travaux : 31 octobre 2025
- Paiement des dernières factures : **novembre 2025** ; photovoltaïque décembre 2025

**Cette opération est conditionnée à des financements et ne peut en aucun cas subir de décalage.**

### 1.5 Principaux partenaires et intervenants

Les coordonnées de l'ensemble des intervenants seront communiquées par le Maître d'ouvrage au titulaire à la suite de leur désignation.

#### 1.5.1 Maîtrise d'ouvrage

L'Aéroport de la Réunion est le maître d'ouvrage de l'opération.

L'opération sera pilotée par le service Bâtiments de la Direction Technique de l'Aéroport de la Réunion.

Tout au long du projet, les interventions de différents services de l'aéroport pourront être nécessaires pour le bon déroulement. Ces interventions se feront en accord avec le service Bâtiments et le service Automatismes et Système devront être prises en considération. Pour information :

- Sécurité : service qui a en charge la sécurité bâtiminaire
- Maintenance : service qui a en charge les consignations de réseaux et de la majeure partie des équipements
- Sureté : service en charge des modalités d'accès et des interfaces avec la zone côté piste
- Développement extra aéronautique : service en contact avec les clients hébergés et les futurs occupants des espaces commerciaux créés
- Exploitation : service en charge du fonctionnement de l'aérogare passagers ainsi que des flux passagers

- Environnement : service en charge des aspects environnementaux et énergétiques

Le service Bâtiments assurera l'interface avec ces autres services, le relais et la prise en compte des informations vers l'entreprise sera assuré par le MOE.

#### **1.5.2 Maîtrise d'œuvre (MOE)**

Le Maître d'Ouvrage est assisté d'une maîtrise d'œuvre (MOE) général en charge de la conduite de l'opération. Ce MOE sera également un interlocuteur privilégié tout au long de la prestation du titulaire.

#### **1.5.3 Contrôleur Technique (CT)**

Le marché de CT, la consultation est en cours

#### **1.5.4 Coordonnateur Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)**

La coordination SSI est assurée par un accord-cadre avec le BET EDEX INGENIERIE.

#### **1.5.5 Pilote OPC construction**

La mission d'OPC sur ce projet est aussi assurée par le MOE.

### **1.6 Durée du marché :**

Les stipulations correspondantes figurent dans le contrat simplifié.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le délai d'exécution du marché court à compter de la date fixée par l'OS de démarrage.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

### **2.1 Pièces particulières**

- Le contrat simplifié et annexe 1
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ainsi que ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi.

### **2.2 Pièces générales**

Le Cahier des Clauses Administratives Générale, applicable aux marchés publics de propriétés intellectuelles (CCAG/PI) en vigueur à la date de la signature du présent marché.

Le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail (JO du 26 janvier 2003)

## **ARTICLE 3 – UTILISATION DES RESULTAT DE L'ETUDE**

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI sont applicables.

### **3.1 Droits de la SA ARRG**

La SA ARRG pourra librement utiliser les documents fournis par le titulaire. Elle aura le droit de reproduire et de communiquer à des tiers les dossiers d'études, les rapports, les documents et tous renseignements provenant de l'exécution des prestations. La SA ARRG pourra publier librement les textes ou créations qui résulteront des prestations.

### **3.2 Droits du titulaire retenu**

Les candidats reconnaissent que le contenu du présent document ainsi que les informations et documents fournis ou recueillis, sont confidentiels et sont la propriété exclusive de la société Aéroport de La Réunion Roland Garros.

Le titulaire ne pourra faire aucun usage commercial des informations et documents dont il aura connaissance durant l'exécution des prestations. Il ne pourra communiquer les rapports et dossiers à des tiers qu'avec autorisation de la SA ARRГ.

Le titulaire garantit la SA ARRГ contre toutes revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire ou artistique.

Les candidats reconnaissent que le contenu du présent document ainsi que les informations et documents fournis ou recueillis, sont confidentiels et sont la propriété exclusive de la société Aéroport de La Réunion Roland Garros.

En tout état de cause, les informations fournies par l'Aéroport de La Réunion Roland Garros aux candidats ont pour seul et unique objet de permettre aux candidats d'apprécier la possibilité de réaliser la prestation requise et de tarifier ladite prestation.

A noter que certains documents ne pourront qu'être consultés sur place, sans possibilité d'en prendre copie.

### **3.3 Obligation de discrétion**

Le titulaire, membres d'un groupement et/ou ses sous-traitants éventuels sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies avant, au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Ils sont tenus par l'obligation de discrétion décrite à l'article 5 du CCAG-PI.

Le titulaire, membres d'un groupement et/ou ses sous-traitants éventuels, ainsi que leurs personnels, s'engagent à ne diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise lors d'une réunion ou entrevue, sans accord exprès de la SA ARRГ.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR DE SECURITE**

### **4.1 Forme d'intervention**

#### ***4.1.1 – sous-traitance:***

Par dérogation à l'article 3.6 du C.C.A.G.-P.I, il est interdit au titulaire du présent marché de donner en sous-traitance tout ou partie de la prestation de coordination de sécurité.

#### ***4.1.2 – Groupement :***

Dans le cas de groupement, les dispositions du C.C.A.G.-P.I sont applicables.

### **4.2 Conduite des prestations**

En application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le Coordonnateur de Sécurité précisera dans son mémoire technique les personnes physiques qui réaliseront les prestations.

Toute modification unilatérale de ces dispositions par le Coordonnateur de Sécurité expose celui-ci à l'application des mesures prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I.

## ARTICLE 5 – CONTENU DE LA MISSION

### 5.1 Classement des travaux

Cette opération est classée en catégorie I selon la définition de l'article R 238.8 du Code du Travail.

### 5.2 Niveau de compétence

Le coordonnateur de sécurité devra justifier de sa compétence pour le niveau I défini à l'article R 238.9 du Code du Travail en présentant son attestation de compétence.

### 5.3 Déroulement de la mission « Réalisation »

Le coordonnateur de sécurité assiste directement le maître d'Ouvrage dans les formalités que celui-ci doit accomplir.

Sur la base des documents techniques décrivant le projet et aux fins de donner au maître d'Ouvrage une information claire sur les risques que présente l'opération vis à vis de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, le coordonnateur de sécurité établit, une analyse de risque, sous forme de rapport écrit.

Elle devra être mise à jour au cours du déroulement de l'opération si de nouvelles dispositions en termes de conception ou de réalisation sont adoptées, en tant que besoin.

En tout état de cause, le coordonnateur de sécurité, pour motiver ses exigences, devra s'appuyer sur :

- l'analyse du risque ;
- les dispositions techniques prévues par la réglementation en vigueur, notamment :
  - décret 65-48 du 8 janvier 1965
  - article R238.18 et R238.19 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994
- les dispositions techniques indiquées au titre des recommandations du service prévention de la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS Réunion).

Dans le cadre de ses prestations, le coordonnateur de sécurité devra également élaborer le document de déclaration préalable à transmettre aux autorités compétentes.

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L.235-18 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Au cours de cette mission, le coordonnateur de sécurité :

- ☒ ouvre le **Registre Journal de la Coordination (R.J.C)**, conformément à l'article R.238 18 du Code du Travail.  
Le registre journal dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs, se présente sous la forme définie à l'annexe 2 du présent CCP.  
Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur S.P.S. transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au R.J.C. depuis le dernier envoi.

- ☒ Initie le **Dossier d'Intervention Ulérieure (DIU)** sur l'ouvrage.  
Le DIU sera présenté sous la forme définie à l'annexe 4 du présent CCP.  
Le coordonnateur de sécurité devra indiquer au Maître d'œuvre les documents que devront fournir les entreprises pour compléter le DIU. Il s'agira notamment de notices précisant les conditions de sécurité des travailleurs lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.



☒ Le coordonnateur S.P.S. définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

☒ Le coordonnateur S.P.S. remet aux entreprises un cadre type de Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) afin de favoriser l'harmonisation ultérieure de ces documents.

☒ **Coordination des activités :**

Le coordonnateur S.P.S. organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

☒ **Application des mesures de coordination :**

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

☒ **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).**

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le P.G.C.S.P.S. en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

Le coordonnateur S.P.S. harmonise et intègre dans le P.G.C.S.P.S., au fur et à mesure de leur élaboration les P.P.S.P.S et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Il tient à jour le Plan Général de coordination et veille à son application.

☒ **Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Le coordonnateur S.P.S. complète et fait viser le R.J.C. conformément à l'article R. 238-19 du code du travail.

☒ **Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)**

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le D.I.U.O au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le projet de D.I.U.O sera remis au maître d'ouvrage par le coordonnateur de sécurité lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement d'un an, le coordonnateur de sécurité complètera le DIUO en fonction des documents remis après la réception et présentera au maître d'ouvrage un DIUO complet, 30 jours calendaires avant l'expiration du délai de garantie.

☒ **Accès au chantier**

Le coordonnateur S.P.S. prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

☒ **Interférences avec les activités d'exploitation**

Lorsque les travaux portent sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent toutes les mesures édictées par l'article R 238-18 du code du travail.

Le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

☒ Période de garantie de parfait achèvement

L'intervention du Coordonnateur de Sécurité sera de la même nature que celle prévue pendant les travaux.

En complément, le Coordonnateur de Sécurité constituera le Dossier d'Intervention Ulérieure complet, qui comprendra notamment les dossiers d'ouvrages exécutés visés par le Maître d'œuvre.

## **ARTICLE 6 – AUTORITE ET MOYENS DU COORDONNATEUR DE SECURITE**

### **6.1 Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que par exemple chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent C.C.P. est soumis au maître d'ouvrage et arbitré par celui-ci.

Lorsque le coordonnateur de sécurité constate sur le chantier :

- un manquement à une obligation de sécurité,
- une situation susceptible de générer des risques vis à vis des travailleurs,
- qu'une personne non autorisée est présente sur le chantier,

Il invite le maître d'œuvre à prendre les mesures nécessaires pour que cesse cet état de fait, en application des dispositions prévues au C.C.A.G. travaux, articles 3.81, 31.4.4 et 31.4.5 notamment.

Le maître d'œuvre pourra ainsi proposer au maître d'ouvrage l'application de retenues financières provisoires ou définitives en cas de manquement de la part de l'entreprise à une obligation de sécurité.

### **6.2 Obligations du coordonnateur de sécurité**

#### **6.2.1 – Présence:**

Le coordonnateur assurera une présence minimale pour les diverses phases de l'opération, conformément à la décomposition du temps passé, indiqué dans l'annexe 1 du contrat simplifié.

Le coordonnateur de sécurité devra notamment prévoir sa participation au(x) rendez-vous de chantier hebdomadaire(s).

Cette participation active comprend l'inspection commune des ouvrages avec le maître d'œuvre et les entreprises concernées.

Le coordonnateur de sécurité fera un compte-rendu de cette visite sur le registre-journal avec copie à l'attention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et aux entreprises concernées.

## **ARTICLE 7 – OBLIGATION DU TITULAIRE – OBLIGATION DE SURETE**

### **7.1 Obligations du titulaire**

Le titulaire est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs :

- à la police et l'exploitation de l'aéroport ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires, que les autorités compétentes y mettraient en vigueur ;
- Aux établissements recevant du public ;
- Aux contrôles aux frontières et à la douane et aux mesures de sûreté par l'administration, et en particulier, dans le cadre de la lutte anti-terrorisme ;
- Aux dépôts de matières dangereuses ;
- A la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux conditions d'exercice fixées pour le titulaire selon sa profession et d'une manière générale selon son activité ;
- A la protection de l'environnement et de l'urbanisme.

### **7.2 Contraintes/Obligations de sûreté**

L'application des textes réglementaires en vigueur concernant les mesures de sûreté, ainsi que des procédures établies par l'Exploitant d'aéroport, s'imposent aux prestataires attributaires d'un marché ou d'un contrat.

Dès lors que les missions définies dans le marché amènent l'entité à intervenir dans la zone côté piste (ZCP), des contraintes de sûreté s'appliquent en matière de titre de circulation aéroportuaire (badge, pour les personnes) /laisser-passer (pour les véhicules), de respect des procédures de sûreté.

#### **7.2.1 L'obtention des badges/laissez-passer**

Afin de pouvoir accéder à la ZCP, toute personne ou véhicule doit disposer d'une autorisation d'accès valide.

L'entité, agissant en son nom, ayant activité sur l'aéroport ARRg devra disposer d'un Programme de Sûreté et d'Assurance Qualité, qui contiendra :

- l'organisation sûreté de son entité
  - o le nom du Responsable Sûreté,
  - o le nom des Correspondants Sûreté, susceptibles de signer les demandes de badge ou de laisser passer,
- le périmètre de mission de l'entité et de ses employés,
- la gestion des autorisations d'accès,
- la gestion des formations.

L'entité devra accomplir les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès. Le délai d'obtention des badges sur l'aéroport est de 2 mois en moyenne pour une première demande et pour un renouvellement.

L'entité devra dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la notification du marché, se rapprocher du service Sûreté de l'ARRg pour la marche à suivre afin de lancer la procédure de délivrance des badges permanents.

Le type de badge dépend des missions de l'entité et de l'autonomie nécessaire à la réalisation de ses tâches. Il existe deux types de badges/laissez-passer :

- Badge permanent
  - rouge : pouvant donner accès à des secteurs fonctionnels et des secteurs sûreté,
  - saumon : pouvant donner accès uniquement à des secteurs fonctionnels,

Il permet un accès sans accompagnement. Il est délivré par l'Exploitant d'aéroport, après l'obtention de l'habilitation par les Services de l'Etat (PAF), sur présentation d'une attestation de suivi de la formation 11.2.6.2 (voir ci-après). Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un badge à l'unité est de 35€ HT.

Ces badges sont valides pour la durée de l'activité sur la plateforme, et jusqu'à 3 ans maximum.

- Badge/plaque accompagné (vert) :

Il permet un accès accompagné à la ZCP. L'accompagnant, détenteur d'un badge permanent, doit garder sous sa surveillance constante la personne accompagnée. Il est responsable de la personne disposant d'un badge vert durant tout le séjour en ZCP. Une personne détentrice d'un badge permanent peut accompagner jusqu'à 5 personnes. Ces demandes sont réalisées auprès des services compétents de l'Etat (PAF ou GTA) avec un délai de prévenance de 48H minimum.

Ce badge vert est valable pendant 24h, et peut être renouvelé pendant 5 jours consécutifs.

- Laissez-passer véhicules (LPV) :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP. Ce laissez-passer, d'une validité de 3 ans, doit être affiché de façon permanente en haut à droite du pare-brise.

Cette demande est réalisée auprès du service des badges de l'Exploitant d'aéroport. Le coût de ce LPV à l'unité est de 35€ HT.

- Laissez-passer véhicules (LPV) temporaire :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP pour une durée de 24H maximum. Ce laissez-passer doit être affiché sur le tableau de bord durant tout le temps de présence du véhicule en ZCP.

Cette demande est réalisée auprès de la GTA avec un délai de prévenance de 48H minimum.

### **7.2.2. Formation à la sûreté**

L'entité devra également se rapprocher des organismes de formation certifiés afin d'inscrire ses agents à une session de formation à la sûreté aéroportuaire. Plusieurs existent autour de la plateforme ARRG (CAMAS FORMATION, DGF FORMATION, REUNION AIR SURETE, OSR SURETE).

#### **7.2.2.1 Responsable/correspondant sûreté**

Tout responsable sûreté/ correspondant sûreté de l'entité doit suivre les formations sûreté 11.2.2 et 11.2.5 (Règlement UE 2015/1998) au préalable, pour pouvoir exercer ses fonctions.

Ces formations équivalent à 7h + 14h environ. Elles permettent d'acquérir les connaissances nécessaires au suivi des obligations sûreté qui incombent à l'entité et à ses employés intervenant sur la plateforme.

Cette formation, étant plus approfondie que la sensibilisation sûreté, permet de se substituer à la formation badge 11.2.6.2 pour l'obtention du badge.

Cette formation est valable pour 5 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

#### **7.2.2.2 Détenteur d'un badge rouge**

Toute personne effectuant une demande de badge permanent doit suivre la formation 11.2.6.2 (Règlement UE 2015/1998) au préalable pour pouvoir se faire délivrer son badge et donc pouvoir accéder à la ZCP de l'aéroport.

Cette formation est d'une durée de 3h30. Elle permet d'acquérir les connaissances de base au travail en ZCP, et les obligations incombant aux détenteurs de badges permanents.

Cette formation est valable pour 3 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

#### **7.2.2.3 Obligations des entreprises faisant les demandes de badges**

L'entité s'assure que ses employés détenteurs d'un badge sont à jour de leur formation à la sûreté.

L'entité faisant la demande de badge/laissez-passer :

- déclare sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport les évolutions intervenues dans les activités des personnes agissant pour son compte lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un badge ou la modification des domaines accessibles ;
- informe, sans délai et par écrit, le titulaire du badge qui ne justifie plus d'une activité en ZCP, ou dont le titre est arrivé en fin de validité, de son obligation de restituer son badge ;
- organise un service de collecte des badges/laissez-passer périmés et les restitue sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport ;

- appose de façon apparente sur le véhicule le nom de l'entreprise et, le cas échéant, son logo ;
- tient à jour la liste des véhicules disposant d'un laissez-passer.

L'entité doit de même établir une liste des articles soumis à autorisation aux vues de l'Appendice 1A et effectuer une demande d'autorisation d'entrée d'outils métier, si cela s'avère nécessaire (EN-07-293 V3, document sera fourni par l'Exploitant d'aéroport).

#### **7.2.2.4 Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer**

Les personnes, détentrices d'un badge rouge, qui accèdent à la ZCP ont des obligations de respecter les réglementations et procédures sûreté, sous peine de manquements et d'amendes.

##### **7.2.2.4.1 Les obligations liées à l'utilisation de leur badge/laissez-passer :**

Toutes les personnes détentrices d'un badge rouge doivent :

- Etre en possession d'une pièce d'identité lors de leur entrée en ZCP et durant tout leur séjour en ZCP ;
- Accéder à la ZCP uniquement par les accès autorisés (PIF et PARIF) ;
- Accéder uniquement aux secteurs sûreté et/ou fonctionnels qui leur ont été autorisés ET uniquement pour les besoins de leur activité professionnelle ;
- Porter leur badge/laissez-passer en permanence et de façon apparente ;
- S'assurer que le laissez-passer est apposé sur le véhicule pendant toute la durée de leur séjour en ZCP ;
- En aucun cas ne prêter leur badge à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- Accompanyer, en permanence en ZCP la personne détentrice d'un badge vert :
  - Le titulaire d'un badge vert ne se déplace en ZCP qu'avec l'accompagnant désigné par l'entité à l'origine de la demande de badge, et en possession du document d'accompagnement remis par les Services Compétents de l'Etat (PAF ou GTA) ;
- Signaler sans délai toute perte ou vol de badge/laissez-passer à leur supérieur hiérarchique ou au Service Badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- Retourner les badges/laissez-passer immédiatement après la fin de leur mission sur la plateforme à leur supérieur hiérarchique, au Service des badges de l'Exploitant d'aéroport ou aux Services Compétents de l'Etat.

##### **7.2.2.4.2 Les obligations liées au respect des procédures de sûreté :**

Toutes les personnes accédant en ZCP doivent :

- Se soumettre aux procédures de contrôle d'accès, de surveillance, et d'inspection filtrage des personnes, des objets transportés, et des véhicules ;
  - Il est important d'anticiper le fait qu'en fonction des matériels/marchandises/véhicules entrants, la durée nécessaire au contrôle peut être plus ou moins longue.
- Ne pas entraver ni neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès à la ZCP ;
- Ne pas faciliter l'entrée de personnes dépourvues des autorisations nécessaires en ZCP ;
- Protéger leurs outils métier, qu'ils soient soumis à autorisation ou non. Ces outils doivent être sous leur constante surveillance OU être placés dans un local sécurisé où seules les personnes autorisées pourraient y avoir accès. Cette vigilance doit être accrue dans les secteurs où des passagers pourraient être présents.

##### **7.2.2.4.3 Les manquements et amendes**

###### **7.2.2.4.3.1 Personne Physique**

Amende d'un montant maximal de 750 € ou suspension du badge pour une durée maximale de 30 jours pour la personne physique (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Non-respect des textes réglementaires applicables ;

Refus de se soumettre au contrôle d'accès à la ZCP et/ou à l'inspection filtrage ;

Non-respect du port du badge/laissez-passer (absence de badge/laissez-passer...) ;  
Non-respect de l'utilisation et de restitution du badge/laissez-passer (prêter son badge à un tiers, ne pas rendre son badge dans les délais impartis...) ;  
Absence de protection des outils métiers après leur introduction en ZCP.  
Amende d'un montant maximal de 150 € et suspension du badge rouge pour une durée de six jours (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :  
Défaut de port apparent du badge/laissez-passer ;  
Utilisation en dehors de leur zone de validité du badge ou du laissez-passer.

#### 7.2.2.4.3.2 Personne Morale

Amende administrative d'un montant maximal de 7 500 €, en fonction de la nature et de la gravité des manquements et éventuellement des avantages qui en sont tirés ;  
Amende d'un montant maximal de 1500 € en cas de défaut de présentation des documents exigibles par la réglementation. Ces plafonds sont doublés en cas de récidive.

### 7.3 Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Conformément à la réglementation européenne (Regulation (EU) No 139/2014) traitant de l'obligation de la mise en place d'un système de gestion de la sécurité par les exploitants d'aérodrome, les activités des tiers agissant pour le compte de la SA ARRG sont soumises aux dispositions du SGS de la SA ARRG.

La sécurité aéroportuaire est la sécurité relative à l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à la SA ARRG (art. L.211-3 du code de l'aviation civile).

Le "système de gestion de la sécurité" aéroportuaire est un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés, visant à améliorer la sécurité aéroportuaire.

Les obligations sont les suivantes :

- l'entreprise intègre dans sa politique générale un volet relatif à la sécurité aéroportuaire reprenant les objectifs de la politique sécurité aéroportuaire établie par la SA ARRG;
- l'entreprise établit un plan de formation pour son personnel et réalise le suivi des qualifications et des compétences en matière de sécurité aéroportuaire (habilitations à la conduite sur l'aire de trafic et/ou l'aire de manœuvre, formation au système de gestion de la Sécurité aéroportuaire et toute qualification propre à l'activité sous traitée) ;
- l'entreprise peut être sollicitée dans le cadre de la démarche d'évaluation et d'atténuation des risques aéroportuaires portée par la SA ARRG pour garantir à ses activités côté piste un niveau optimal de sécurité ou en cas de modification d'exploitation. L'entreprise pourra, dans ce cas, être amenée à participer à des études de sécurité et sera tenue de mettre en œuvre les mesures d'atténuation de risques retenues ;
- l'entreprise et son personnel sont soumis à l'obligation de notifier à la SA ARRG les incidents relatifs à la sécurité aéroportuaire (annexe E de l'arrêté du 17 août 2007 fixant la liste d'évènements et incidents d'aviation civile). L'entreprise se rapprochera de l'exploitant, notamment le responsable de l'exécution du marché. Il l'informerait des causes de cet incident et des actions curatives mises en œuvre ;
- l'entreprise est tenue de mettre en application les procédures d'exploitation ou de sécurité communiquées par la SA ARRG ;
- l'entreprise présentera dans son rapport d'activité mensuel un état : des évènements notifiés, des procédures révisées, des actions mises en œuvre dans le domaine de la sécurité, des résultats des indicateurs sécurité retenus.

Le suivi des dispositions est assuré par le responsable de l'exécution du marché en relation avec le responsable SGS de la SA ARRG. Ce suivi peut s'opérer lors des réunions de suivi de la prestation mais peut également être effectué de manière aléatoire par le responsable SGS. Enfin, l'exploitant se réserve le droit d'auditer l'activité sous traitée dans le cadre de son programme d'audit interne annuel.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

#### **7.4 Circulation coté piste**

Autorisation de circuler sur l'air de trafic (TRA)

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler sur l'air de trafic (TRA) avec un véhicule devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

Conduite sur l'aire de trafic

Le Titulaire s'accommodera de l'ensemble des formalités lui permettant d'obtenir un permis de conduire sur l'aire de trafic ou permis aire de trafic.

L'obtention du permis de conduite sur les aires de trafic est assujettie à la réalisation d'une formation spécifique (3h théorie + 1h de pratique). Cette formation permet au Titulaire d'appréhender les risques et dangers potentiels de la conduite sur les aires de trafic, à proximité immédiate des aéronefs.

Autorisation de circuler à pied côté piste.

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler à pied côté piste devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

#### **7.5 Contraintes de stationnement**

Le Titulaire devra souscrire un abonnement pour l'accès au parc de stationnement de l'aéroport et s'engage à respecter les conditions de stationnement. Le nombre de badge sera limité en fonction des moyens humains dédié au contrat. Les différents tarifs en vigueur sont disponibles auprès du service parking de la SA ARRG.

**Tous les prix du marché sont réputés tenir compte de ces contraintes.**

**Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'entité adjudicatrice dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG-PI.**

**Les dispositions particulières de sécurité sur les sites d'intervention seront communiquées de la manière suivante : Après notification du marché.**

**Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.**

### **ARTICLE 8 QUALITE – EVALUATION DES PRESTATIONS**

La SA Aéroport de la Réunion Roland Garros, maître d'ouvrage, s'est engagée par sa démarche d'amélioration continue, en matière de qualité, d'environnement, d'énergie, à satisfaire pleinement et en toute transparence aux exigences des parties intéressées que sont ses clients, ses collaborateurs internes et autres partenaires.

La SA ARRG a mis en œuvre une démarche d'évaluation de ses fournisseurs qui a pour objectif l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux usagers de la plateforme aéroportuaire.

Dans cette perspective, elle souhaite associer étroitement les parties intéressées aux divers processus en vigueur et notamment les prestataires du présent marché.

Le titulaire est donc informé que pendant la durée du contrat, la qualité des prestations dont il a la charge fera l'objet d'une ou plusieurs séquences d'évaluation qui auront pour objet de qualifier la qualité globale de ses interventions.

A l'occasion de chacune de ces séquences, qui pourront se dérouler en sa présence, le titulaire sera invité à prendre connaissance des conclusions y afférentes et à formuler des observations sur le contenu précis des conclusions du maître d'ouvrage en la matière. Le titulaire disposera d'un délai de 8 jours à compter de la transmission de la fiche de notation qui le concerne pour formuler lesdites observations et faire valoir ses propositions d'amélioration et/ou objections.

L'évaluation sera réalisée sur les items suivants :

- Respect du délai de réalisation
- Qualité de la prestation
- Relations
- Qualité administrative et commerciale

L'évaluation donnera lieu à la formulation d'une note sur 20 points qualifiant la prestation de très satisfaisante à insuffisante.

Dans le cas de prestations jugées insatisfaisantes (note attribuée inférieure à 10/20), le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de 1.000,00 € applicable sur le paiement de la situation suivante. Cette pénalité sera provisoire et ne pourra être annulée qu'à la condition d'une amélioration sensible des relations et conditions d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 9 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE**

L'intervenant sur site devra obligatoirement respecter la confidentialité des occupants des différents locaux.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu, à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit pas divulguer d'information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci. Il doit sans délai avertir la SA. ARRG de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la SA ARRG peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

## **ARTICLE 10 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES -MEDIATION**

Conformément à l'article 43.1 du CCAG PI, il sera privilégié le recours à la médiation pour traiter des litiges.

A cette fin, l'entité adjudicatrice a installé une fonction de « médiateur interne » qui pourra être sollicité à l'adresse : [mediateur@reunion.aeroport.fr](mailto:mediateur@reunion.aeroport.fr).

Le médiateur intervient en cas de conflit. En toute indépendance et neutralité, il favorise le dialogue et aide à trouver les bons décideurs au sein de l'entreprise. Il facilite le règlement amiable des litiges.

## **ARTICLE 11 MODIFICATION D'UN MARCHE PUBLIC**

Prestations complémentaires : Prestations réalisées dans le cadre d'éventuelles modifications du marché pour la réalisation de prestations supplémentaires dès lors qu'elles seraient nécessaires à l'achèvement de la mission. Les conditions d'application de ces évolutions sont décrites à l'article R.2194 du code de la commande publique.

Prestations non prévues : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'entité adjudicatrice. Cet avenant ou décision de poursuivre ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de recourir à des prestations similaires dans le cadre des marchés similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.



## **CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **ARTICLE 12 FORFAIT DE REMUNERATION**

#### **12.1 Dispositions diverses**

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise de l'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'opération.

#### **12.2 Modalités de fixation du forfait de rémunération**

La rémunération forfaitaire arrêtée dans le contrat simplifié couvre l'intégralité des prestations nécessaires pour mener la mission à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

#### **12.3 Décomposition du forfait**

L'annexe n° 1 du contrat simplifié décompose le forfait de rémunération par éléments de missions, tenant compte notamment des temps minimums sur le chantier que le coordonnateur de sécurité doit consacrer à cette opération.

#### **12.4 Coût horaire**

En cas de prolongation de la durée des travaux et au-delà de ce qui est prévu dans le présent marché, un coût horaire est déterminé dans l'annexe 1 du contrat simplifié. Au besoin de la SA ARRG, un bon de commande sera signifié à l'entreprise sur la base de ce coût horaire.

### **ARTICLE 13 – REVISION DES PRIX – SANS OBJET**

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 13.3 ci-après.

#### **13.1 Mois d'établissement du prix du marché**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé dans le contrat simplifié.

#### **13.2 Choix de l'index de référence**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du coordonnateur de sécurité faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I.

#### **13.3 Modalités de révision des prix**

La révision est effectuée par application au prix du marché, d'un coefficient (C) de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (i_m / i_{i0})$$

Dans laquelle :

$i_{i0}$  : index ingénierie du mois m0 (mois d'établissement du prix) ;

$i_m$  : index ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme le mois où l'acompte est demandé. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

## ARTICLE 14 – REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

### 14.1 Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

### 14.2 Nantissement et cession de créances

Il est fait application de l'article 4.2 du CCAG-PI.

### 14.3 Rythme de règlements

#### **14.3.1 – paiement des acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions définies ci-après.

##### Acomptes en phase travaux

Les règlements correspondant à la phase travaux (avant réception de l'ouvrage) seront fractionnés en autant d'acomptes mensuels que le calendrier général compte de mois entiers ou partiels, sur les bases suivantes :

- pendant la durée des travaux : cumul des acomptes plafonné à **80 %**,
- à la remise du projet de DIU : **20%**. Le règlement correspondant à une phase « année de parfait achèvement » fera l'objet d'acomptes dans les conditions suivantes :
- à la remise du DIU complet et après réception par le maître d'ouvrage.

#### **14.3.2 – paiement du solde**

Le titulaire doit demander le solde des sommes qu'il estime lui être dues au titre de ce marché dans le mois qui suit la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Si le marché est révisable, le solde du marché sera demandé dans le mois de parution de l'index ingénierie nécessaire à la révision du solde ;

A défaut, le maître d'ouvrage procédera à la liquidation des sommes dues sur la base d'un décompte établi par ses soins.

Cet article déroge au 11.7 du CCAG-PI.

### 14.4 Forme des demandes d'acompte

Les demandes d'acompte ou de solde ainsi que leur mandatement se feront conformément aux dispositions de l'article 11.2 de CCAG-PI et aux règles de la comptabilité publique.

### 14.5 Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception du décompte périodique qui est à transmettre à :

**Aéroport Réunion Roland Garros**  
**Service Comptabilité**  
[contact@reunion.aeroport.fr](mailto:contact@reunion.aeroport.fr)

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir, augmenté de huit points.

## CHAPITRE III – DELAIS ET PENALITES

### ARTICLE 15 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS

Le coordonnateur est tenu de remettre ses avis au maître d'ouvrage dans les délais permettant le bon déroulement des différentes phases de l'opération. Une copie des avis est remise au maître d'œuvre ainsi que lors de la phase de réalisation, aux entreprises que le coordonnateur de sécurité estime concernées.

Le coordonnateur s'engage à respecter les délais impartis pour la remise des documents **précisés au contrat simplifié**.

#### A. Période de réception des travaux et délai de garantie

Le projet de DIUO sera remis au plus tard le jour de la réception des travaux indiquée par le maître d'ouvrage, avec le procès verbal de transmission.

Le DIUO complet sera remis au plus tard 30 jours calendaires avant l'expiration de l'année de garantie de parfait achèvement.

### ARTICLE 16 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, dès que le maître d'ouvrage constate un retard ou une absence dans les cas suivants :

#### A. retard dans la remise des avis et documents prévus à l'article ci-dessus :

Le coordonnateur de sécurité sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur de **200 Euros par jour calendaire** de retard.

#### B. Non respect des temps passés indiqués dans l'annexe à le contrat simplifié :

- visite sur le chantier,
- rendez-vous de chantier,
- visites lors de l'année de parfait achèvement.

Le coordonnateur de sécurité sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur de **80 Euros par heure de temps prévue non respectée**.

Lors de la demande de solde, la retenue peut être transformée en pénalité.

### ARTICLE 17 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La réception de la mission du coordonnateur de sécurité fera l'objet de la décision prévue à l'article 29 du CCAG-PI à l'expiration du délai de parfait achèvement, après accord du maître d'ouvrage sur le DIUO complet remis dans les conditions indiquées à l'article 15 du présent CCP.

### ARTICLE 18 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché.

## CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHE. CLAUSES DIVERSES

### ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE

En cas de non-respect des clauses contractuelles, il sera fait application des stipulations du CCAG-PI.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraînera une résiliation du marché sans le versement d'indemnités au titulaire.

Par ailleurs, le coordonnateur de sécurité pourra voir son marché résilié sans indemnité, outre les cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, en cas de manquement grave aux obligations définies dans le présent CCP, notamment pour :

- le défaut de compétence prévue à l'article 4.2 du CCP, des personnes physiques chargées de la mission,
- le non-respect des obligations minimales de présence définies dans le contrat simplifié.

Dans ce cas, il assurera le passage des consignes et la transmission des documents au nouveau coordonnateur de sécurité sous le contrôle de représentant du maître d'ouvrage.

Cette procédure de résiliation sera signifiée au coordonnateur de sécurité par lettre recommandée avec avis de réception.

Exécution de la prestation aux frais et risque du titulaire :

La résiliation pour faute du titulaire peut, le cas échéant, être prononcée avec exécution à ses frais et risques conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 20 : DROIT, LANGUE, MONNAIE**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'entité adjudicatrice lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes.

## **ARTICLE 21 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

### **21.1 Responsabilités**

Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel, ou aux biens de l'ARRG, aux tiers, y compris aux aéronefs, ainsi qu'à l'environnement, par le titulaire, ses sous-traitants, préposés, personnels, toute personne intervenant pour son compte ou tout matériel dont il a la propriété ou dont la garde lui est confiée du fait de l'exécution ou de l'inexécution du contrat ou d'une négligence ou d'un manquement dans l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire, lequel renonce à Recours contre l'ARRG et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ARRG.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'ARRG, du fait de l'exécution du marché (ou contrat), sont à la charge du gestionnaire, lequel renonce à Recours contre le Titulaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de ce dernier.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'ARRG, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'ARRG au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire relève, garantit et défend l'ARRG, et ses assureurs contre les sinistres et/ou les recours de tiers ayant leur origine dans le matériel en propriété ou dont la garde lui est confiée, les prestations, services et travaux qu'il fournit ou réalise, ou dans les agissements de ses préposés.

Le Titulaire et ses sous-traitants sont responsables du bon déroulement de l'ensemble des prestations de services effectuées dans le respect des règles de l'art. Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

En complément des dispositions ci-dessus, viennent s'appliquer les dispositions suivantes :

- Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à Aéroport de La Réunion :

Tous matériels dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par l'ARRG au Titulaire, resteront la propriété de l'ARRG pendant toute la durée du Contrat. Tous Dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du Contrat, seront de la seule responsabilité du Titulaire.

La responsabilité de l'ARRG ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par l'ARRG.

Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s).

Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par l'ARRG.

## 21.2 Assurances

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site aéroportuaire. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances.

Il appartient au Titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances.

En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité du Titulaire vis- à-vis de l'ARRG.

### 21.2.1 Assurance de responsabilité

Le présent article assurance fixe les conditions minimums de couverture, sous toute réserve des modifications ultérieures qui pourront y être apportées en raison de l'évolution des prestations objet du marché et du contexte ou l'identification de risques particuliers encourus dans le cadre du projet objet du marché.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurances de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

#### **Assurance de responsabilité civile**

Le titulaire du marché reste responsable de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à quiconque, y compris au Maître d'ouvrage, par lui-même, son personnel, ses sous-traitants et leurs personnels ou toute autre personne dont ils sont civilement responsables et résultant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, objet du présent marché ; que les dommages soient causés pendant l'exécution des travaux ou après leur réception.

Les garanties doivent être étendues également aux dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes.

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Ces garanties doivent s'appliquer avec renonciation à recours contre le maître d'ouvrage et ses assureurs.

#### **Montant de garantie :**

Responsabilité civile exploitation avant réception ou livraison – Tous dommages confondus :  
A hauteur du coût des travaux de réparation de l'ouvrage y compris les travaux de démolition.

Cette garantie peut être souscrite en plusieurs lignes.

Avant tout commencement d'exécution les attestations correspondantes tant pour son compte que celui de ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

Si le marché dure sur plusieurs années civiles, le titulaire produira les attestations en cours d'exécution de travaux, au plus tard le 15 janvier de l'année civile.

## 22.2.2 Dispositions diverses

### **Absence ou insuffisance de garantie du titulaire**

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

### **Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage**

La souscription par le maître d'ouvrage d'éventuelles polices mentionnées est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

### **Attestations d'assurance à fournir par le titulaire**

Au titre des contrats d'assurance précités, le Titulaire s'engage :

- à faire immédiatement part de tous modifications, changements, résiliations qui interviendraient sur ce(s) contrat(s) ;
- à s'acquitter régulièrement des primes y afférentes et à informer le Gestionnaire de tout retard et par la même à maintenir le contrat en cours ;
- avant toute exécution les attestations d'assurance établies par ses assureurs, attestations qui sont réputées faire partie intégrante du marché.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants la justification de la souscription des polices d'assurances précitées dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de ses sous-traitants.

Concernant les sous-traitants, les attestations d'assurances relatives à leurs propres polices d'assurance de Responsabilité Civile devront être produites dans les 10 jours avant la notification de l'agrément.

Chaque attestation devra expressément indiquer les activités pour laquelle le Titulaire et ses sous-traitants sont garantis, devra être datée de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même.

Elle devra mentionner que l'assuré est à jour du paiement de ses primes et indiquer la date d'expiration de la validité de l'attestation.

Dans tous les cas, si l'exécution du marché s'étend sur une période plus longue que la date de l'expiration de validité des attestations, l'entreprise devra fournir d'autres attestations conformes pour la période subséquente.

Aucun règlement ne sera effectué sans présentation des attestations d'assurance conformes.

L'entreprise signataire s'engage en outre à communiquer à tout moment chacune des polices d'assurances visées ci-dessus sur simple demande du gestionnaire.

## ARTICLE 22 : OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire du marché s'engage à porter à la connaissance de la SA ARRG tout changement susceptible d'affecter la nature et l'activité de l'entreprise, tel que la suppression ou l'adjonction d'activités, la suppression d'emploi et autres procédures de redressement ou de liquidation judiciaire.

## ARTICLE 23 : CADRE JURIDIQUE

### 23.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G-PI, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

### 23.2 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

### 23.3 Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès de l'entité adjudicatrice.

## ARTICLE 24 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Saint Denis (5, avenue André MALRAUX, BP 338, 97494 SAINTE-CLOTILDE, tél. : 0262 40 23 45, fax : 0262 40 23 02) est compétent en la matière.

## 25 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Il est rappelé que la réglementation applicable en matière de protection de données à caractère personnel est notamment issue du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit "Règlement Général sur la Protection des Données"(RGPD)) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire du contrat, en sa qualité de sous-traitant au sens du Règlement précité, est autorisé à traiter pour le compte de la SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRG), agissant en tant que responsable de traitement au sens du Règlement précité, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) faisant l'objet du présent contrat conformément aux seules instructions de la SA ARRG décrites au présent article. Le titulaire du contrat s'engage à informer immédiatement la SA ARRG s'il constate une non-conformité à la réglementation susvisée.

Il est rappelé qu'il est interdit au titulaire du contrat de traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité ou selon des modalités différentes de celles expressément autorisées par la SA ARRG.

Dans le présent chapitre, toute référence au "sous-traitant" vise la notion de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD.

Obligations du titulaire du contrat

Le titulaire du contrat s'engage aux obligations suivantes et se porte fort de leur respect par ses éventuels sous-traitants au sens du RGPD :

Le titulaire du contrat est notamment tenu de :

- (i) garantir la mise en œuvre de mesures techniques et opérationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel relatives au présent marché afin notamment d'empêcher :

- toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées,
- que les données soient endommagées,
- tout accès aux dites données qui ne serait pas préalablement et expressément autorisé par la SA ARRG,
- tout traitement non autorisé ou illégal,
- la perte, la destruction ou tout dommage accidentel concernant lesdites données.

(ii) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (« Privacy by design ») et de protection des données par défaut (« privacy by default »)

(iii) traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) déterminée(s) par la SA ARRG dans le cadre de l'exécution de ce contrat et sur instructions de la SA ARRG ;

(iv) traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter le traitement aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires au regard de la finalité du traitement ;

(v) mettre à la disposition de la SA ARRG, sur demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations prévues au présent article, et coopérer activement avec la SA ARRG afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché. Ces vérifications pourront être effectuées par la SA ARRG avec ses moyens propres ou par recours à un tiers. Toutes les informations révélées ou échangées dans le cadre de ces vérifications de même que leurs résultats, constitueront des informations confidentielles de la SA ARRG ;

- (vi) le cas échéant, mettre à la disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments nécessaires
- pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données
  - pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Sous-traitance (au sens du RGPD)

Le Titulaire du contrat n'est pas autorisé à faire appel à un sous-traitant au sens du RGPD, sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, de la SA ARRG. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le Titulaire du contrat informe la SA ARRG de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants, lui donnant ainsi la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Le Titulaire du contrat doit s'assurer que son sous-traitant agit en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il est lié par les mêmes obligations que celles définies aux présentes en termes de protection des données à caractère personnel ainsi qu'en termes de confidentialité. Le sous-traitant est notamment tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de la SA ARRG.

Le Titulaire du contrat demeure pleinement responsable de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Transfert de données à caractère personnel hors UE

Le titulaire du contrat s'interdit de transférer les données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché vers un pays extérieur à l'Union Européenne, à moins que le pays concerné n'offre un niveau de protection équivalent et sous réserve de l'accord préalable et exprès de la SA ARRG.

Mesures de sécurité

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;



- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement, etc.]

Le Titulaire du contrat devra avoir communiqué à la SA ARRG, dès avant l'exécution du marché, tout document de politique interne (politique de protection des données à caractère personnel, PSSI...) formalisant l'organisation interne protégeant les données et les dispositifs permettant de détecter les violations de données.

#### Violation de données à caractère personnel

Le Titulaire du contrat s'engage à notifier à SA ARRG toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais, au plus tard dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance notamment par envoi d'un mail à l'adresse : dpo@reunion.aeroport.fr. Lorsque la notification n'a pas lieu dans les 48 (quarante-huit) heures, le Titulaire du contrat devra indiquer, en complément de sa notification, les motifs de ce retard.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la SA ARRG, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification du titulaire du contrat doit, au minimum :

- décrire la nature de la violation des données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- communiquer le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- décrire et mettre en place les mesures techniques de protection appropriées afin de faire cesser la violation de données à caractère personnel le cas échéant ;
- décrire les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- décrire les mesures prises ou qu'il propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives ;
- documenter toute violation de données à caractère personnel, en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le cas échéant, et sur accord écrit et préalable de la SA ARRG, le titulaire du contrat communiquera, au nom et pour le compte de la SA ARRG, la violation de données à caractère personnel à la ou les personne(s) concernée(s) dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation des données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou qu'SA ARRG, en sa qualité de responsable du traitement, propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### Délégué à la protection des données

Le titulaire du contrat doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Les coordonnées du délégué à la protection des données de la SA ARRG sont les suivantes : Adresse postale :

Délégué à la Protection des Données (DPO)

SA Aéroport Réunion Roland Garros

74 avenue Roland Garros

97438 Sainte-Marie  
Réunion  
Adresse électronique : dpo@reunion.aeroport.fr

#### Droits des personnes concernées

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments lui permettant de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le cas échéant, le Titulaire du contrat qui recevrait une demande d'exercice des droits devra l'adresser, dès réception, à l'adresse électronique suivante : dpo@reunion.aeroport.fr

#### Registre des activités de traitement

Le titulaire du contrat déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la SA ARRG comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la SA ARRG ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ; des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ; des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### Sort des données à caractère personnel

A l'issue du marché, le titulaire du contrat s'engage à restituer ou à détruire les données à caractère personnel ainsi que leurs copies physiques et numériques ou à se conformer à toute autre instruction, sur simple demande de la SA ARRG.

Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

#### Non-respect des dispositions

En cas de non-respect par le titulaire du contrat des dispositions précédentes, les parties conviennent que le traitement de données à caractère personnel pourra être interrompu immédiatement sur simple demande de la SA ARRG et que le marché pourra faire l'objet d'une résiliation pour faute.

#### Surcoûts

Le titulaire du contrat ne saurait faire valoir à l'égard de la SA ARRG, un quelconque surcoût résultant des mesures de mise en conformité à ces instructions qui consistent en une application de la Loi.

#### Obligations de la SA ARRG

La SA ARRG agit en tant que Responsable de Traitement et est amené à collecter des données à caractère personnel pour l'exécution de ce contrat. Le détail des traitements des données à caractère personnel qui sont réalisés se trouve dans le tableau ci-dessous.

Conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de vos données, et du droit de définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès. Vous pouvez exercer vos droits en contactant notre délégué à la

protection des données (DPO) par courriel à l'adresse électronique [dpo@reunion.aeroport.fr](mailto:dpo@reunion.aeroport.fr) ou à l'adresse postale SA Aéroport Réunion Roland Garros, 74 avenue Roland Garros, 97438 Sainte-Marie, Réunion.

À tout moment, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)). Pour toute question relative à la protection des données personnelles vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de l'aéroport ou consulter notre politique de protection des données publiée sur notre site internet [www.reunion.aeroport.fr](http://www.reunion.aeroport.fr)

Nom du traitement	Descriptif du traitement	Mentions d'information
Gestion des Titres de circulation en zone réservée.	<p>L'arrêté du 11 Septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'Aviation Civile fixe les principes réglementaires de sûreté pour le contrôle d'accès aéroportuaire. Dans ce cadre la SA ARRG est tenu de collecter les données ci-dessous en vue de la délivrance des titres d'accès.</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- photo d'identité, nom marital, nom de jeune fille, prénom, sexe, couleur des yeux, couleur des cheveux, taille, date et lieu de naissance, pays et département de naissance, nationalité, adresse, nom et prénom du père, nom de jeune fille et prénom de la mère, copie document d'identité (passeport, CNI, titre de séjour, autorisation provisoire de travail, carte de résident, carte de séjour), fonction, type de contrat, niveau d'habilitation (secteurs sûreté, secteurs fonctionnels)</li> </ul>	<p>Finalité du traitement : assurer la sécurité physique des biens et des personnes</p> <p>Base juridique : Intérêt légitime de la SA ARRG, obligation réglementaire.</p> <p>Destinataires :            - Service Sûreté de la SA ARRG            - services compétents de l'état : PAF, BGTA, DSAC</p> <p>Durée de conservation : Délai de validité du badge.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG et dans le SI de la DGAC.</p>
Gestion administrative et financière du contrat	<p>La SA ARRG collecte les données ci-dessous dans le but d'assurer la gestion administrative et financière du contrat</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- identité et coordonnées du/des contact(s) chez le sous-traitant</li> </ul>	<p>Finalité du traitement : assurer la gestion administrative et financière du contrat</p> <p>Base juridique : contrat</p> <p>Destinataires : services habilités de la SA ARRG</p> <p>Durée de conservation : Les données seront conservées le temps de la relation contractuelle.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG, aucun transfert ou partage de données n'est opéré.</p>

## ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Les dérogations explicitées aux articles suivants du présent marché sont apportées aux articles correspondants du C.C.A.G.

Article du présent CCP	Article du CCAG PI
1.6	13.1.1
4.1.1	3.6
16	14
14.3.2	11.7